

BUREAUX
ROUBAIX - 29-31, Grande-Rue. Tél. 327.52, 327.53 et 327.54.
TOURCOING - 22, rue Carnot. Tél. 37.
LILLE - 3, rue Faidherbe. Tél. 539.51.
PARIS - 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provinces. 77.84.
MOUSCRON - 105, rue de la Station. Tél. 3.44.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre!

Voulez-vous des résultats commerciaux rapides et satisfaisants? Voulez-vous toucher chaque jour le plus grand nombre de clients? Annoncez dans les journaux.

Chaleureusement acclamé, M. Daladier a visité hier Gabès et la « ligne Maginot » du Sud tunisien

DANS LE GRANDIOSE ET SAUVAGE DÉCOR D'AIN-TOUNINE, IL A ASSISTÉ AU PRESTIGIEUX DÉFILÉ DE VINGT MILLE HOMMES DE TROUPES INDIGÈNES

Et le soir, dans une déclaration radiodiffusée, il a rendu hommage aux colons, aux médecins, aux fonctionnaires et à la glorieuse armée d'Afrique



La voiture de M. Daladier, précédée des cavaliers de la garde beylicale, passe dans les rues de Tanis, en route pour le palais du Bardo. (Belin France-Press.)

M. Daladier a consacré sa journée de mercredi à des visites dans la zone militaire. La Tunisie a une importance stratégique considérable pour la protection des côtes de l'Afrique du Nord française. Le Sud tunisien, qui pourrait constituer

une base d'opérations pour prendre à revers nos positions essentielles, est maintenant barré par la ligne Maginot du désert. La position de Vareth, au sud de Gabès, constituée par une ligne de solides ouvrages permanents, appuyés à leur droite par une zone déserte, est protégée par des éléments légers de

29 bataillons de tirailleurs, 4 régiments de spahis, 7.500 soldats de diverses armes.

L'arrivée à Gabès

A la nuit très fraîche, succède une matinée ensoleillée. Les quatre trains spéciaux partis la veille, de Tunis, sont acclamés par la population des villes et villages traversés, ainsi que par la foule massée dans les gares et dans le bled.

M. Daladier, accompagné de M. Erik Labonne, des généraux Georges et Vuillemin et de M. Mielle, président de la Commission de l'armée, arrive à la station Gabès-Port à 8 heures mercredi matin.

Accueilli par les généraux Blanc et Berthome et par M. Fleurette, contrôleur civil, M. Daladier passe devant le front de l'important service d'honneur du 18^e tirailleurs sénégalais. La musique joue « La Marseillaise » et parmi les vivats frénétiques, le président du Conseil est salué par la colonie française dont lui sont présentées diverses personnalités. La manœuvrière de Gabès chante la « Marseillaise », puis M. Daladier et sa suite traversent la cité entre deux haies de troupes et de cavaliers indigènes, dans un grand bruit de salves, de coups de fusils, auquel se mêlent les acclamations enthousiastes de la foule.

A 8 h. 30, le cortège officiel quitte la ville et se rend dans les territoires militaires.

La visite aux garnisons du désert

M. Daladier visite les garnisons du désert aux plus lointains confins de la France : Bordj-le-Bouff, Ben-Gardanne, Medenine, Mareth. Cette visite a un caractère strictement militaire et les membres de la presse l'accompagnent pas le président.

(Lire la suite page 2.)

LE RENFORCEMENT DE LA DÉFENSE DE DJIBOUTI

Un nouveau bataillon sénégalais va s'embarquer à Marseille

Marseille, 4 janvier. — Un bataillon de tirailleurs sénégalais sera embarqué à destination de Djibouti à bord du paquebot « Athos », qui quittera Marseille vendredi à midi.

Les souverains britanniques partiront pour l'Amérique le 8 mai

ILS SERONT DE RETOUR LE 22 JUIN

London, 4 janvier. — Un communiqué officiel a été publié mardi soir, sur la visite des souverains britanniques en Amérique.

Le roi et la reine quitteront Portsmouth à bord du « Repulse », le 8 mai, et seront de retour dans ce même port, le 22 juin.

Leurs Majestés passeront les journées des 6, 9, 10 et 11 juin aux Etats-Unis.

LE PRINCE KONOYE A REMIS LA DÉMISSION DU CABINET JAPONAIS

LE BARON HIRANUMA LUI SUCCÉDERA

La droite et les militaires réclament une politique plus énergique

Tokio, 4 janvier. — Le prince Konoys a remis à 11 h. 30, sa démission collective du cabinet.

A 10 heures, les ministres s'étaient rendus au palais pour la cérémonie traditionnelle de l'inauguration de la nouvelle année politique. Ils s'étaient réunis ensuite en conseil à la résidence officielle du prince Konoys, et avaient décidé de démissionner.

Dans une note distribuée à la presse, le prince Konoys déclare :

« Je suis convaincu de la nécessité de renforcer la confiance de la nation en instaurant une nouvelle politique dans un nouveau cabinet. »

On définit ainsi les principales raisons de la crise :

1^o La droite et l'armée demandent un cabinet plus énergique, leur garantissant que les conditions de paix énoncées le 22 décembre ne permettront pas aux modérés de régler l'affaire chinoise par un compromis équivalant à un recul du Japon ;

2^o La droite et les militaires réclament une politique rigoureuse à l'égard des puissances étrangères et de la Russie ;

3^o Les nationalistes sont favorables à un système politique totalitaire inspiré de celui des Etats fascistes.

A 21 h. 45, le baron Hiranuma, président du Conseil privé de l'empereur, a été appelé au palais et a reçu l'ordre de former le cabinet.

Après être allé rendre visite au prince Konoys, avec lequel il a eu un long en-



(Ph. France-Press.) LE PRINCE KONOYE

retien, le baron Hiranuma a convoqué M. Tanabe, ancien gouverneur de la préfecture d'Osaka et ancien membre du Conseil privé du Mandchoukouo, et lui a offert le poste de secrétaire en chef du nouveau cabinet. M. Tanabe a accepté.

On pense généralement que le baron Hiranuma réussira à présenter jeudi son ministère à l'empereur.

LES ETATS-UNIS VONT-ILS SORTIR DE LEUR SPLENDEIDE ISOLEMENT ?

M. Roosevelt oppose l'idéal des démocraties aux visées des Etats totalitaires

Il prend la défense de la religion, de la démocratie et de la bonne foi internationale, propose la révision de la loi de neutralité et traite des réalisations à entreprendre dans le domaine social, économique et financier américain.



(Ph. N.Y.T.) M. ROOSEVELT

PARIS, 4 JANVIER (Minuit).

La voix du président Roosevelt qui s'est fait entendre mercredi, devant le Congrès des Etats-Unis, éveillera de longs échos d'un bout à l'autre de l'univers. M. Roosevelt bien que s'adressant à des Américains, a parlé en effet pour le monde entier. Il a précisée l'attitude de la grande république nord-américaine en face des problèmes internationaux. Et il l'a fait en apportant des éclaircissements à sa politique étrangère. Il en a indiqué les buts. Il a même commencé d'en esquisser les moyens. C'est toute une grande action qu'il veut entreprendre. Cette action n'intéresse pas seulement l'Amérique. Elle semble même concerner moins le nouveau continent que l'Europe et que l'Asie. Par la bouche de son chef, le peuple des Etats-Unis annonce son intention de sortir de son splendide isolement.

Sans doute, il ne s'agit encore que d'un premier geste, mais, il n'en pas doute, ce geste cache une volonté bien arrêtée d'aller jusqu'à l'extrême conséquence des principes posés solennellement par le

« Il est de plus en plus clair que le maintien de la paix n'est pas assuré. »

« Il vient un temps où les hommes doivent s'approprier à défendre, non seulement leurs foyers, mais aussi les principes de foi et d'humanité sur lesquels sont construits leurs églises, leurs gouvernements et leur civilisation. »

« La dictature coûte un prix que le peuple américain ne paiera jamais. »

président Roosevelt.

Ces principes ont été clairement définis dans son discours. Les peuples qui abandonnent la religion, la démocratie et la bonne foi internationale sont une menace pour la paix et la civilisation. Ils s'abandonnent aux vertus de la force. Il y a un moment où les autres peuples ne peuvent plus se contenter devant leurs audaces agressives d'une attitude passive. L'abstention peut favoriser l'agresseur. Les Etats-Unis sentent la nécessité d'agir. Ils vont proposer une conférence mondiale aux fins d'enrayer l'anarchie internationale. En même temps, le Président demandera la révision des lois de neutralité et organisera la défense du pays sur la base d'une mise en valeur des énergies de tous les citoyens.

De telles paroles annoncent des actes. Le président Roosevelt a été frappé des dangers de guerre qui subsistent malgré les concessions faites à Munich par les démocraties d'Europe. Il entend que chacun soit dûment averti du prix que son pays attache aux valeurs que les dictatures foulent aux pieds. « L'heure du rendez-vous avec la destinée a sonné », a-t-il déclaré. Cela signifie qu'il veut mettre le poids de son peuple dans la balance du destin.

Jamais il n'avait parlé aussi nettement aux puissances totalitaires. S'il est suivi par son peuple, ces puissances ne pourront pas négliger un avertissement aussi sérieux.

René ROUSSEAU (Lire la suite page 2.)

Pour protester contre une nouvelle taxe municipale LES CINÉMAS DE PARIS ONT FERMÉ LEURS PORTES

Le mouvement gagnera-t-il la banlieue puis la province ?



L'AFFICHE APPOSÉE DEVANT LES CINÉMAS PARISIENS (Ph. Fulgur.)

Paris, 4 janvier. — Paris est depuis mercredi matin, sans cinémas. La décision de fermeture en guise de protestation contre la taxe supplémentaire que

vient de voter le Conseil municipal, a été entendrée au cours d'une réunion générale extraordinaire des directeurs de cinémas.

L'assemblée entendit l'historique du conflit puis la discussion des arguments de M. Puech, rapporteur du budget du Conseil municipal, qui vient de voter la nouvelle taxe, immédiatement applicable, et qui est de 15 p. 100. Ainsi, une salle parisienne de quartier se trouverait du fait de cette mesure, grevée d'un supplément de taxes de 290.000 et 300.000 francs par an.

M. Lussiez, président du syndicat des directeurs de salles, a souligné que, contrairement à la loi, la taxe municipale a frappé uniquement les spectacles cinématographiques et il a annoncé le dépôt d'un recours devant le Conseil d'Etat.

Il a conclu en affirmant qu'aucune exploitation n'était désormais viable. « Si, dit-il, au bout d'une semaine, aucune solution acceptable n'est intervenue, les cinémas de banlieue fermeront à leur tour et au bout de quinze jours, aucun arrangement n'a eu lieu, ordre sera donné à toutes les salles de France de fermer leur portes. »

L'assemblée, debout, a approuvé ensuite la décision prise et a décidé que les employés seront payés par la Caisse de solidarité. Vers midi, chaque directeur s'en alla, portant sous le bras l'affiche qu'il allait apposer à la porte de son établissement, informant le public de la fermeture. Une seule dérogation a été autorisée en faveur d'un établissement de la place Blanche dont une partie importante du programme est constituée par du music-hall.

(Lire la suite page 2.)



M. Daladier serre la main du bey de Tunis au cours de sa réception au palais du Bardo. (Belin France-Press.)